



RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Exercice clos le 31 décembre 2023

MAISON DE LA NATURE DU SUNDGAU
Association

**15 rue Sainte Barbe
68210 ALTENACH**

Philippe GRANDGUILLAUME

Commissaire aux comptes

Membre de la Compagnie Régionale de BESANCON

4 Place Schumann- 90000 BELFORT



RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023

MAISON DE LA NATURE DU SUNDGAU Association

**15 rue Sainte Barbe
68210 ALTENACH**

Aux membres de l'Assemblée Générale,

I - OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association MAISON DE LA NATURE DU SUNDGAU relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II – FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

III – JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV - VERIFICATION DU RAPPORT DE GESTION ET DES AUTRES DOCUMENTS ADRESSES AUX ASSOCIES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Assemblée Générale.

V – RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

VI – RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Belfort, le 2 avril 2024



Philippe GRANDGUILLAUME
Commissaire aux Comptes

MAISON DE LA NATURE DU SUNDGAU

Edition du : 01/01/2023 au 31/12/2023

Solde*s* N-1 de l'exercice

BILAN SYNTHETIQUE

Avec brouillard

Hors simulation

ACTIF	Exercice N			N-1	PASSIF	Exercice N net	Exercice N-1 net
	Brut	Amortissements et provisions	Net				
Actif immobilisé : Immobilitisations incorporelles - Fonds commercial - Autres Immobilitisations corporelles Immobilitisations financières TOTAL I	 4 874 203 575 208 450	 4 874 148 075 152 949	 55 500 55 500	 63 080 63 080	Capitaux propres Capital Ecart de réévaluation Réserves : - Réserve légale - Réserves réglementées - Autres Report à nouveau Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte) Subventions d'investissement Provisions réglementées TOTAL I	10 080 <	


Philippe GRANDGUILLAUME
Commissaire aux comptes
4 Place Schumann - 90000 BELFORT
06.88.82.56.48 - pgc@orange.fr

MAISON DE LA NATURE DU SUNDGAU
Edition du : 01/01/2023 au 31/12/2023
Solde N-1 de l'exercice

Hors simulation

CHARGES (Hors taxes)	Exercice N Net	Exercice N-1 Net	PRODUITS (Hors taxes)	Exercice N net	Exercice N-1 net
CHARGES D'EXPLOITATION			PRODUITS D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	30 280	27 391	Ventes de marchandises	3 694	2 317
Variation de stock (marchandises)			Production vendue (biens et services)	249 003	203 309
Achats d'approvisionnement			Production stockée		
Variation de stock (approvisionnement)	(1 179)	1 300	Production immobilisée		
Autres charges externes	120 347	134 270	Subventions d'exploitation	533 747	475 953
Impôts, taxes et versements assimilés	21 596	14 658	Autres produits	32 502	28 811
Rémunération du personnel	480 754	394 963	PRODUITS FINANCIERS	2 324	1 074
Charges sociales	115 030	94 548			
Dotations aux amortissements	19 180	17 412			
Dotations aux provisions		10 625			
Autres charges	865	815			
CHARGES FINANCIERES					
TOTAL (I)	786 872	695 982	TOTAL (I)	821 270	711 464
CHARGES EXCEPTIONNELLES (II)	687	1 439	PRODUITS EXCEPTIONNELS (II)	17 114	15 756
IMPOTS SUR LES BENEFICES (III)		4			
TOTAL DES CHARGES (I+II+III)	787 559	697 425	TOTAL DES PRODUITS (I+II)	838 385	727 220
BENEFICE NET	50 825	29 794			
TOTAL GENERAL	838 385	727 220	TOTAL GENERAL	838 385	727 220

Philippe GRANJEAN-GUILLAUME
Commissaire aux comptes
4 Place Schumann 90000 BELFORT
0638.82.56.38 - pgracac@orange.fr

I) OBJET SOCIAL DE L'ASSOCIATION

Article 2 des statuts L'association « Maison de la Nature du Sundgau » a pour objet :

de gérer les bâtiments et les équipements d'éducation à l'environnement mis à sa disposition par la Communauté de Communes de la Porte d'Alsace, situés au 13 et 15 rue Sainte Barbe.

- De créer, animer et développer les activités indispensables à la vie du centre.
- D'accueillir tous les types de publics, de les sensibiliser, les éduquer, les former à travers des démarches pédagogiques adaptées et innovantes, à une appréhension cohérente et à des comportements respectueux de la nature, de l'environnement et du patrimoine.
- D'assurer des missions de conseil, d'études et de gestion de la nature, de l'environnement et du patrimoine local.
- D'agir concrètement avec les partenaires locaux et notamment les collectivités territoriales, pour une valorisation du pays dans le cadre d'un développement local durable prenant en compte les contraintes sociales, environnementales et économiques.

2) REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices

Et conformément à la réglementation française en vigueur.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

3) COMPLEMENT D'INFORMATION

I) IMMOBILISATIONS

Les immobilisations sont évaluées à leur coût net d'acquisition ou, le cas échéant à leur coût de revient.

La méthode prospective a été retenue pour l'application de la réglementation sur les actifs.

Les éléments de l'actif immobilisé ont été, le cas échéant, dépréciés pour tenir compte de la valeur vénale de ces biens.

Les amortissements ont été calculés de la façon suivante :

Immobilisations	Durée d'utilité	Mode
Immobilisations incorporelles	12 mois	linéaire
immobilisations corporelles		
Matériel pour activités	3 ans	linéaire
Installations générales	10 ans	linéaire
Agencement terrain de découverte	10 ans	linéaire
Matériel de transport	3 ans	linéaire
Matériel de bureau informatique	3 ans	linéaire
Mobilier	10 ans	linéaire

II) CREANCES ET DETTES

Elles ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées pour tenir compte des difficultés de recouvrement aux quelles elles pouvaient donner lieu.

III) DISPONIBILITES

Les éventuelles disponibilités en monnaie étrangère ont été évaluées au cours de la date de clôture.

IV) PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS

Ils tiennent compte non seulement des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association mais également de ceux qui présentent un caractère exceptionnel eu égard à leurs montants.

Les amortissements ont été calculés de la façon suivante :

Tableau de variation des Immobilisations au 31/12/2023

	Valeur brute en début d'exercice	Acquisitions	Diminutions	Valeur brute en fin d'exercice	Durée d'utilité	Mode d'amortissement
Immobilisations incorporelles						
Logiciels	2 369 €			2 369 €	12 mois	linéaire
Site internet	2 505 €			2 505 €	12 mois	linéaire
Total (I)	4 874 €	0 €	0 €	4 874 €		
Immobilisations corporelles						
Matériel pédagogique	52 125 €	4 240 €		56 365 €	3 ans	linéaire
Outillage	11 485 €			11 485 €	3 ans	linéaire
Installations générales	24 172 €			24 172 €	10 ans	linéaire
Terrain de découverte	40 342 €	2 427 €		42 769 €	5 ans	linéaire
Matériel de transport	41 139 €			41 139 €	5 ans	linéaire
Matériel de bureau informatique	26 788 €	4 933 €	12 090 €	19 631 €	3 ans	linéaire
Mobilier	8 015 €			8 015 €	10 ans	linéaire
Total (II)	204 066 €	11 600 €	12 090 €	203 576 €		
TOTAL GENERAL	208 940 €	11 600 €	12 090 €	208 450 €		

Tableau des amortissements au 31/12/2023

	Amort. Cumulés en début d'exercice	Dotations	Sortie des actifs	Amort. Cumulés en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles				
Logiciels	2 369 €			2 369 €
Site internet	2 505 €			2 505 €
Total (I)	4 874 €	0 €	0 €	4 874 €
Immobilisations corporelles				
Matériel pédagogique	42 405 €	5 503 €		47 908 €
Outillage	10 929 €	363 €		11 292 €
Installations générales	8 608 €			8 608 €
Terrain de découverte	24 800 €	3 246 €		28 046 €
matériel de transport	29 054 €	5 913 €		34 967 €
matériel de bureau informatique	19 793 €	3 390 €	12 090 €	11 093 €
Mobilier	5 395 €	766 €		6 161 €
Total (II)	140 984 €	19 181 €	12 090 €	148 075 €
TOTAL GENERAL	145 858 €	19 181 €	12 090 €	152 949 €

Philippe GRANDGUILLAUME
Commissaire aux comptes
4-Place-Schumann-90000-BELFORT
06.88.82.56.38 - pg.cac@orange.fr

V) Stocks et en-cours

Les achats de marchandises, matières et fournitures sont évalués à leur coût de revient et les produits et en-cours de production sont évalués à leur coût de production.

Ces éléments ont, le cas échéant été dépréciés pour tenir compte de leur valeur à la date de clôture de l'exercice.

Liste des postes de créances 212 736 €

Clients et autres	3 470 €
Adapei 90	128 €
Ecole Hundsbach	1 200 €
Ecole Retzwiller	1 240 €
Divers AL et Camps	902 €

Subvention 209 266 €

Autres collectivités	52 772 €
Région-subv investissement	8 707 €
CAF-subv investissement	5 129 €
Subv d'exploitation	30 354 €
Région-subv fonctionnement	46 354 €
Com Com Sud Alsace Lague	6 955 €
CAF- prestations	55 337 €
Fonjep	3 555 €
ANCV	103 €

Liste des postes de dettes 104 590 €

Fournisseurs et autres	27 893 €
Fournisseurs et factures non parvenues	27 893 €
Avoir à établir	- €
Clients créditeurs	- €

Fiscales et sociales	76 697 €
Dettes sociales	60 465 €
Dettes fiscales	16 232 €

INDEMNITES DE DEPART A LA RETRAITE

La dette actuarielle est inscrite au bilan sous forme de provision, avec les caractéristiques suivantes :

- Montant total de la provision comptabilisée à la date de clôture : 63 878 Euros

Ils ont été calculés avec les paramètres suivants :

- salariés pris en compte : 11
- taux de progression des salaires : 1
- taux de rotation du personnel : 1



EFFECTIF

	Personnel salariés
Cadre	2
Agent de maîtrise	
Employés	9
Apprentis	
TOTAL	13

PRINCIPES SPECIFIQUES AU SECTEUR

– Les contributions volontaires effectuées à titre gratuit sont estimées à 27 600 € pour l'année sur une base de 230 journées se décomposant de la manière suivante :

Activité	Nombre de journées bénévoles
Formation	0
GP : animation écotourisme	0
GP : ateliers pratiques	3
GP : manifestation MNS	18,5
GP : soirées	5,5
GP : sorties guidées	6,5
Journée bénévole	28
loisir : AL MNS	112
loisir : club nature	14
loisir : petite enfance (MA, RAM)	0
loisir : projet ou accueil ALSH ext.	0
scol : accueil à la journée	0
scol : classe d'eau	0
scol : projets dans les écoles (pej, fonds propre, sm4)	0
loisir : camps de vacances	12
Groupes adultes ou familles constitués	0
loisir : chantier ado	6
scol : classe de découverte	0
GP : stand sur manifestation extérieure	9,5
GP : visite libre écotourisme	3
Développement local (écoresponsabilité, Accompagnement)	0
scol : campagne thématique	0
Pressoir	12
Total général	230

230 jours * 8heures par jour*15€ de l'heure = 27 600 €

A cette somme se rajoute la mise à disposition des bâtiments par la Communauté de Communes Sud Alsace Largue estimée à 68700 €

861100	Mise a dispo gratuite des locaux	68 700,00
864000	Personnel bénévole	27 600,00
871000	Prestations en nature	
875000	Dons en nature	



Philippe GRANDGUILLAUME
Commissaire aux comptes

4 Place Schumann - 90000 BELFORT
06.88.82.56.38 - pg.cac@orange.fr

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Assemblée Générale d'approbation des comptes clos le 31 décembre 2023

MAISON DE LA NATURE DU SUNDGAU Association

**15 rue Sainte Barbe
68210 ALTENACH**

Aux membres de l'Assemblée Générale,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

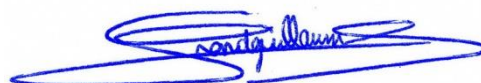
Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention intervenue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Fait à Belfort, le 2 avril 2024



Philippe GRANDGUILLAUME

Commissaire aux Comptes